Humanitaire
Enjeux, pratiques, débats

38 | 2014
Au défi de l'anthropocène : la nécessaire alliance des humanitaires et des environnementalistes ?

Vers une approche convergente du défi climatique au sein d'une ONG humanitaire

Sandrine Roussy, Isabelle Brémaud, Thibault Laconde et Peggy Pascal

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/humanitaire/2961
ISSN : 2105-2522

Éditeur
Médecins du Monde

Édition imprimée
Date de publication : 1 juillet 2014
Pagination : 52-59
ISSN : 1624-4184

Référence électronique
Sandrine Roussy, Isabelle Brémaud, Thibault Laconde et Peggy Pascal, « Vers une approche convergente du défi climatique au sein d'une ONG humanitaire », *Humanitaire* [En ligne], 38 | 2014, mis en ligne le 12 septembre 2014, consulté le 24 octobre 2022. URL : http://journals.openedition.org/humanitaire/2961

Tous droits réservés

Vers une approche convergente du défi climatique au sein d'une ONG humanitaire

Par Sandrine Roussy, Isabelle Brémaud, Thibault Laconde et Peggy Pascal

Face à l'injonction aussi bien politique qu'opérationnelle que représente le changement climatique, des ONG humanitaires intègrent cette donnée dans leurs programmes, leur fonctionnement et leur plaidoyer. C'est le cas de la section française de l'ONG Action contre la Faim.

Les changements et les variabilités climatiques s'annoncent comme des défis majeurs pour l'humanité. Pour les acteurs humanitaires, tels qu'Action contre la Faim (ACF), leurs effets sont déjà très sensibles et, même dans les scénarios les plus optimistes, vont aller en s'amplifiant au cours du XXIe siècle. En effet, ces trente dernières années, le nombre de catastrophes climatiques (sécheresses, inondations, cyclones, etc.) a plus que doublé[1]. D'après plusieurs études, ces catastrophes ont contribué très fortement à l'augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes[2]. En plus de ces événements extrêmes, les effets graduels du changement climatique observés jusque-là ont tendance à s'accélérer et à accroître les risques de crise alimentaire et nutritionnelle.

Les défis des chocs climatiques

D'après la FAO, entre 2011 et 2013, 842 millions de personnes dans le monde souffraient encore de la faim et 180 millions d'enfants étaient victimes de malnutrition[3]. Même en utilisant des projections de réchauffement optimistes (+ 2 °C à la surface du globe), le taux de sous-alimentation en Afrique augmentera de 25 à 90 % d'ici à 2050[4]. Ainsi les changements graduels et les événements extrêmes contribuent à cette grande crise humanitaire du XXIe siècle[5] en affectant grandement les déterminants de la sous-nutrition que sont l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la sécurité alimentaire, la santé et les pratiques de soins.

Le récent rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit que l'impact du changement climatique sur la production et le rendement des principales denrées agricoles mondiales sera négatif[6], conduisant à la diminution de la disponibilité de la nourriture et des revenus des petits agriculteurs. Cette situation risque aussi d'entraîner une plus grande volatilité des prix des denrées alimentaires de base sur les marchés mondiaux[7], rendant ainsi difficile l'accès des plus pauvres à la nourriture. D'autres rapports montrent que la qualité nutritionnelle, notamment en zinc, en fer et en protéines, de certaines céréales de base comme le riz et le maïs, pourrait également diminuer[8], ce qui aurait pour effet de compromettre la sécurité nutritionnelle de millions de personnes.

1. Oxfam, *What happened to the seasons?*, Briefing Paper, 2009.

2. IPCC, *Fourth Assessment Report: Climate Change 2007 and IPCC 2014, Fifth Assessment Report*, 2007.

3. FAO, *The State of Food Insecurity in the World 2013*, 2013.

4. S. J. Lloyd, R. S. Kovats et Z. Chalabi, « Climate change, crop yields, and undernutrition: development of a model to quantify the impact of climate scenarios on child undernutrition », *Environmental Health Perspectives*, décembre 2011, p. 119.

5. Maria Cristina Tirado *et al.*, « Climate change and nutrition: creating a climate for nutrition security », *Food and Nutrition bulletin*, vol. 34, n° 4, 2013.

6. World Bank, *Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience*, 2013.

7. D. Willenbockel, *Exploring Food Price Scenarios Towards 2030 with a Global Multi-Region Model*, Rapport de recherche Oxfam, 2011.

8. Samuel S. Myers, « Increasing CO2 threatens human nutrition », *Nature*, vol. 510, 2014, p. 139-142.

Les ressources en eau seront également affectées négativement, et ce aussi bien au niveau de la qualité qu'au niveau de la quantité. Les infrastructures d'approvisionnement en eau et les systèmes d'assainissement vont être affectés de plus en plus par les catastrophes climatiques, ce qui aura des conséquences directes sur l'hygiène et l'accès à l'eau, en particulier dans les zones urbaines. Les variations importantes des températures, des précipitations et de l'humidité vont aussi exacerber un certain nombre de maladies d'origine hydrique et augmenter la prévalence et zone d'influence des maladies à transmission vectorielle, notamment au travers de la migration de certains vecteurs vers de nouvelles zones[9]. Enfin, la concurrence sur les ressources en eau accentue le risque de conflits et les flux migratoires, qui à leur tour augmentent le risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle[10].

Selon une série d'articles du *Lancet* sur la malnutrition maternelle et infantile[11], le changement climatique est la plus grande menace sanitaire mondiale du XXIe siècle et contribue déjà à la charge mondiale de morbidité et de décès prématurés.

Une étude récente d'ACF[12] à Djibouti dans le district de Dikhil vient éclairer ce lien entre changement climatique et sécurité nutritionnelle. Les hommes et femmes participant à l'étude ont tous signalé que les sécheresses étaient habituelles dans cette région depuis les années 1990, mais qu'elles avaient augmenté en fréquence, en intensité et en durée depuis 2008. Ces conditions extrêmes ont eu des impacts importants sur les causes sous-jacentes de la sous-nutrition, comme sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations vulnérables, ainsi que sur leur accès aux ressources naturelles, aux services de base, et sur leur santé. Les hommes interrogés ont rapporté d'importantes pertes de bétail et la diminution de la taille des pâturages. Ces changements ont surtout eu un impact sur les tâches dévolues aux femmes et sur la santé de leurs enfants. Elles affirment que la détérioration des conditions environnementales combinées au processus de sédentarisation ont considérablement augmenté leur temps de travail. Elles passent deux à trois fois plus de temps qu'auparavant pour aller chercher du bois et de l'eau. Des modifications dans les pratiques de soin et notamment de l'allaitement ont aussi été signalées : avant les mères favorisaient l'allaitement exclusif jusqu'à l'âge de 2 ans, maintenant à cause de l'augmentation de leurs tâches de travail, loin de leur maison et de leur état de fatigue, elles commencent à diversifier l'alimentation de leurs enfants avant l'âge de 6 mois.

9. World Bank, *Turn Down the Heat: Why a +4°C Warmer World Must Be Avoided*, 2012.

10. Hsiang *et al.*, « Civil Conflicts are associated with the global climate », *Nature*, vol. 476, 2011, p. 438-441.

11. Costello *et al.*, « Managing the health effects of climate change », *The Lancet*, 373, 2009, p. 1693-733.

12. ACF, *Rapport d'évaluation participative de la vulnérabilité et des capacités des communautés dans la région de Dikhil, République de Djibouti*, Rapport non publié, 2013.

Évolution vers la résilience aux évènements climatiques

Les menaces associées au changement climatique ne sont pas des faits nouveaux pour la plupart des populations qui subissent régulièrement des chocs récurrents impactant de manière cyclique les moyens d'existence des populations. Même de faibles variations dans les précipitations couplées à d'autres stress sociaux, économiques et politiques ont pour conséquences de fragiliser les moyens d'existence, les sources de revenus et le bien-être des populations déjà fragiles.

Pour faire face à ces menaces, ces dernières ont développé des stratégies d'adaptation à un environnement changeant, comme l'amélioration des pratiques agricoles, la diversification des sources de revenus, ou la migration saisonnière vers des lieux où les ressources naturelles sont plus accessibles. Cependant, les populations les plus fragiles ont mis en place des stratégies qui sont de moins en moins efficaces et peuvent causer des désagréments sur leur bien-être et leur environnement. Souvent liées à des accès limités aux ressources et aux services de base, leurs capacités d'adaptation et d'innovations sont de plus en plus réduites. Il est fréquent que des agriculteurs et éleveurs vendent leurs récoltes ou leur bétail à perte, ou que des familles réduisent la quantité de nourriture au quotidien pendant les périodes de soudure.

Afin d'éviter que ces populations ne soient prises dans un cercle vicieux de vulnérabilité chronique et que leur résilience aux chocs climatiques ne soit érodée sur le court et le long terme, des initiatives additionnelles et complémentaires peuvent leur être suggérées. Basées sur le cadre conceptuel des causes de la malnutrition d'Unicef[13], les interventions d'ACF ont pour objectif de prévenir et de renforcer la résilience à la sous-nutrition à travers des programmes cohérents alliant les différents secteurs d'intervention : la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ; l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; les pratiques de soins et la santé mentale ainsi que la nutrition et la santé. Dans des contextes où le nombre de personnes affectées par des aléas naturels et climatiques, et par la sous-nutrition, est en constante augmentation, ACF a dû réévaluer ses programmes pour apporter des réponses plus adaptées. L'action humanitaire s'est donc élargie pour y intégrer des interventions sur le long terme ayant pour objectif de préparer, d'atténuer et de prévenir les catastrophes. Afin d'assurer une approche de moyens d'existence

13. UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*, 1998.

pérennes, les interventions s'appuient sur les stratégies adaptatives mises en place par les populations tout en s'assurant que ces stratégies soient résilientes à de futurs événements soudains ou chroniques.

Pour ce faire, ACF suggère une approche combinant des éléments de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique, par la mise en place d'un ensemble d'interventions cohérentes et complémentaires[14]. Dans un premier temps, il s'agit d'améliorer la compréhension des défis et des interactions du changement climatique avec la sécurité nutritionnelle. De plus, les systèmes de surveillance et d'alerte précoce doivent être renforcés et opérationnels afin de mieux prédire et anticiper les futurs chocs. Les informations émises par ces systèmes doivent avoir pour but de déclencher des mécanismes de réponses pour la mise en œuvre d'interventions adaptées aux urgences. Dans une vision de long terme et de pérennisation, ACF apporte une assistance technique aux populations affectées et à risque, ainsi qu'aux institutions, afin de leur permettre d'accroître leurs connaissances et leurs capacités pour développer des stratégies d'adaptation dans le but de faire face, de se relever et de s'adapter à des chocs et des stress récurrents ou spontanés. De plus, ACF est impliqué dans des actions de plaidoyer envers les institutions, les gouvernements, les bailleurs de fonds et autres acteurs clés pour que la question alimentaire et nutritionnelle soit à l'agenda des négociations climat.

14. ACF, *Enhancing Climate Resilience, and Food and Nutrition Security*, 2013.

Suite aux sécheresses de 2011 en Éthiopie, où plus de 4,8 millions de personnes ont été affectées[15], ACF a mis en place un projet visant à améliorer le statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et à renforcer les moyens d'existence des communautés affectées. Ce projet avait pour objectif principal de mener des actions de court terme pour répondre à la crise alimentaire dans la région sud du pays. Il s'agissait d'accompagner les communautés agropastorales et pastorales dans la mise en place d'activités agricoles et d'élevage, de distribution d'argent contre travail lors de la réhabilitation de points d'eau, de stabilisation des marchés, et de détection et traitement des cas de malnutrition aiguë sévère. Sachant que ces sécheresses sont récurrentes dans cette région, et que ces conséquences ont des impacts négatifs sur le long terme, ACF a développé un projet allant au-delà de la phase de réhabilitation. De début 2012 jusqu'à ce jour, des interventions de résilience aux chocs climatiques sont menées avec la forte implication des communautés, ainsi que le support des autorités locales. Suite à

15. Centre de recherche sur l'épidémiologie des désastres, *EM-DAT: the OFDA/CRED international disaster database*, Université catholique de Louvain, Bruxelles, 2013, http://www.emdat.be/

des études participatives des risques, vulnérabilités et capacités communautaires, des interventions de réduction des risques et d'adaptation ont été identifiées et sont mises en place par des groupes d'agriculteurs, d'éleveurs et de femmes. Il y a eu par exemple la création de coopératives laitières visant à produire et à vendre des produits laitiers sur les marchés aux environs et à générer des revenus pour le maintien de ces coopératives, à assurer un accès aux produits laitiers pendant toute l'année et à attribuer une certaine somme d'argent pour les problèmes sociaux, comme l'accès aux soins pour les familles les plus défavorisées. De plus, ces coopératives sont entièrement gérées par des groupes de femmes ce qui valorise leur statut au sein de la société leur permettant de jouer un rôle lors de prise de décision au niveau local.

Au-delà de nos interventions opérationnelles

En matière de changement climatique, la responsabilité d'Action contre la Faim ne se limite pas à ses programmes en direction des populations potentiellement affectées : par son simple fonctionnement, l'organisation elle-même émet des gaz à effet de serre (GES) et contribue au changement climatique. Pour « ne pas nuire » et par souci de cohérence, ACF s'efforce depuis 2009 de réduire son empreinte carbone.

Les organisations humanitaires font en effet largement appel à des technologies très émettrices en gaz à effet de serre : transports aériens, véhicules tout-terrain, groupes électrogènes, etc. Cependant, l'émission de dioxyde de carbone n'est qu'un exemple des effets négatifs qu'une intervention humanitaire peut avoir sur l'environnement. D'autres types d'impacts, comme la pollution, l'épuisement des ressources en eau ou la déforestation contribuent à accroître la vulnérabilité au changement climatique, y compris en dehors des zones d'intervention *via* les circuits d'approvisionnement. Ce paradoxe n'a pas échappé aux organisations humanitaires. Depuis le milieu des années 2000, plusieurs d'entre elles ont entrepris d'évaluer leur empreinte carbone[16]. Dans le cas d'ACF, des études réalisées pour l'année 2009 au siège de l'organisation et sur la mission Éthiopie ont montré que l'essentiel des émissions est lié aux transports et aux achats de biens et services. Le parc de véhicules est la seule source significative d'émission sur laquelle ACF peut avoir un impact ; il représente à peu près un cinquième des émissions dans le cas de l'Éthiopie. Les bilans des émissions de GES réalisés

16. Réseau Environnement Humanitaire, « Bilan des émissions de gaz à effet de serre dans l'humanitaire : retour sur les premières expériences », *Humanitaires en mouvement*, n° 12, octobre 2013.

par des organisations comparables, par exemple par le département des opérations de maintien de la paix de l'ONU[17], confirment ce constat.

17. UNEP, *Greening the Blue Helmets: Environment, Natural Resources and UN Peacekeeping Operations*, 2012, p. 27.

Il est relativement facile de réduire les émissions des sources de GES. À titre d'exemple, depuis 2012, ACF équipe systématiquement ses bases de solutions alternatives aux groupes électrogènes, notamment des installations solaires photovoltaïques. D'autres projets sont envisagés comme la sensibilisation des chauffeurs à l'éco-conduite. Ces efforts permettent également de sensibiliser les salariés et les partenaires de l'organisation et de les former à l'utilisation de technologies sobres en carbone. Cependant les émissions que les organisations humanitaires contrôlent directement sont limitées. Pour respecter les objectifs de lutte contre le changement climatique, il est impératif de réduire aussi les émissions indirectes, notamment celles liées aux intrants et au transport de personnes et de marchandises par avion. Certaines de ces émissions sont incompressibles mais des marges de manœuvre importantes existent, en particulier en améliorant la planification afin de recourir plus systématiquement au fret maritime ou en encourageant une utilisation sobre des ressources, par exemple le papier qui représente une part significative des émissions du siège.

Ces deux exemples montrent, qu'au-delà de l'objectif climatique, les efforts entrepris contribuent à l'amélioration du ratio entre les ressources employées, qu'elles soient naturelles, humaines ou financières, et l'aide fournie.

Plaidoyer pour une prise en compte des impacts du changement climatique sur l'insécurité alimentaire et la sous-nutrition

Force est de constater que les négociations climat sont aujourd'hui plus orientées vers la réduction des émissions de GES que vers l'adaptation. Le fait que l'inclusion de l'agriculture dans les négociations fasse débat et que certains États s'y opposent a contribué à marginaliser les questions d'insécurité alimentaire et de nutrition. Comme le reconnaissait récemment un représentant du ministère des Affaires étrangères, responsable des négociations climat, « les sécurités alimentaire et nutritionnelle sont bien loin d'être au sommet de l'agenda des négociateurs. Ces questions ne sont pas dans la culture des négociateurs ».

Parmi les ONG engagées sur les questions climatiques, peu le sont dans un plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en compte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN). Ceci a poussé ACF à se fixer comme objectif de porter la question de la SAN dans les sphères de discussion sur le climat, et de porter la question du changement climatique dans les enceintes consacrées à la nutrition.

ACF en appelle à quatre grandes séries de mesures : attribuer des financements publics additionnels et prendre des engagements politiques forts en faveur de l'adaptation, s'assurer que les programmes d'adaptation incluent des objectifs nutritionnels et que ces programmes ont une approche multisectorielle et multidisciplinaire, accroître les soutiens financiers pour des interventions qui prennent en compte la hausse de la sous-nutrition comme conséquence du changement climatique et, enfin, s'assurer que des financements supplémentaires pour préparer et répondre aux urgences sont disponibles afin de supporter les populations affectées.

Les auteurs

Les quatre auteurs de cet article sont membres salariés de l'ONG ACF-France. Sandrine Roussy est la référente technique en Gestion des risques de désastres de l'association. Elle a passé six ans à développer différents programmes humanitaires dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. Isabelle Brémaud est chargée de recherche technique en Gestion de risques de désastres. Elle a auparavant travaillé plus de dix-sept ans en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes au sein de plusieurs ONG, dont dix ans avec Oxfam GB. Thibault Laconde est le chargé de mission Responsabilité sociale et environnementale. Ingénieure agronome de formation, Peggy Pascal est chargée de plaidoyer au service Lutte contre la faim après avoir passé plusieurs années sur le terrain avec différentes organisations humanitaires et plusieurs centres de recherche.